

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-134

DU 23 MARS 2022

AIDE RÉGIONALE AUX INVESTISSEMENTS DANS LES OF-CFA : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - ACTIONS EXPÉRIMENTALES ET FORMATION PROFESSIONNELLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE L187 le 26 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté SA.58981 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013, prorogée par la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles : politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles, et notamment son annexe 6 relative à l'expérimentation ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-099 du 16 mars 2018 portant soutien régional aux actions expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 portant mise en œuvre du Plan d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2018-230 du 4 juillet 2018 portant règlement d'intervention du dispositif Actions territorialisées et 2e affectation Actions expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 relative aux Actions expérimentales – Première affectation ;

VU la délibération n° CP 2019-089 du 19 mars 2019 relative au programme régional Actions expérimentales : deuxième affectation 2019 – Programme régional Actions territorialisées : première affectation 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-305 du 3 juillet 2019 relative à la consultation « Formations e-learning et multimodales » – Mise en œuvre du Pacte – Subventions « Actions territorialisées » et « Actions expérimentales » ;

VU la délibération n° CR 2020-018 du 5 mars 2020 relative à l'apprentissage, la Région s'engage ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et à la convention-cadre région Île-de-France et Pôle emploi 2020/2023 ;

VU la délibération n° CP 2020-212 du 1er juillet 2020 approuvant le dispositif d'aide à la formation vers un métier en tension ;

VU la délibération n° CP 2020-368 du 23 septembre 2020 relative à l'aide régionale aux investissements dans les centres de formation dispensant des actions de formation par apprentissage ;

VU la délibération n° CP 2020-467 du 18 novembre 2020 diverses mesures pour la formation professionnelle qualifiante ;

VU la délibération n° CP 2020-481 du 18 novembre 2020 relative à l'aide régionale à l'entrée en apprentissage et aux investissements dans les centres de formation dispensant des actions de formation par apprentissage ;

VU la délibération n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 relative au programme « Compétences +

» : lauréats de l'appel à projets 2020 du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2021-020 du 21 janvier 2021 portant sur les actions territorialisées : 1ère affectation 2021 - Action expérimentale : 1ère affectation 2021 - PRFE : 2ème affectation ;

VU la délibération CP 2021-171 du 1er avril 2021 portant affectations au PRFE et PPMJ – aide à la formation – actions territorialisées et actions expérimentales – subvention 2021 CDRIML ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n°CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 – Diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la convention entre la Région et l'ASP – frais de gestion ASP 2022- Remises gracieuses – Règlement d'intervention « Rémunération des stagiaires » ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-134 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Construction et travaux dans les organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **7 000 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type « Investissement travaux » adoptée par la délibération n° CP 2021-412 du 19 novembre 2021, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **7 000 000 €** disponible sur le chapitre 901 « Formation professionnelle et apprentissage » – code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-001 (112001) « Construction et travaux dans les CFA », action 11200101 « Construction et travaux dans les CFA » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe à la

présente délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Attribution d'une subvention au titre du programme « Actions expérimentales et formation professionnelle »

Décide de participer, au titre du programme « Actions expérimentales », au financement du projet porté par l'association Nouvelles Ecritures détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **167 700 €**.

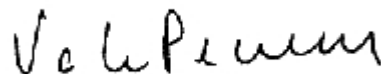
Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type, jointe en annexe de la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **167 700 €**, au titre du PRIC, disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 112 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 112-006 « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100605 « Formations complémentaires » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Le financement du programme « Actions expérimentales » s'inscrit dans le cadre du Pacte régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC).

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1143177-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiche-projet travaux APHRL/CFA MEDERIC

DOSSIER N° 22002455 - ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES HOTELIERS RESTAURATEURS LIMONADIERS (APHRL)/CFA MEDERIC - ETUDES ET TRAVAUX DE RENOVATION DES LOCAUX

Dispositif : Subvention d'investissement pour les acquisitions, constructions et travaux dans les OF-CFA (n° 00000442)

Délibération Cadre : CP2020-368 du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400

Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les acquisitions, constructions et travaux dans les OF-CFA	28 000 000,00 € TTC	25,00 %	7 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES HOTELIERS RESTAURATEURS LIMONADIERS
Adresse administrative : 20 RUE MEDERIC
75017 PARIS
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : études et travaux de rénovation des locaux.

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de prendre en compte les factures acquittées au titre des études avant-projet.

Description :

Le Syndicat des Restaurateurs et Limonadiers et le Syndicat Général de l'Industrie hôtelière, déjà préoccupés en 1931 par les problèmes de la formation et les besoins en personnel qualifié de la profession, décident de fonder l'APHRL (Association Professionnelle des Hôteliers, Restaurateurs et Limonadiers) avec pour mission de créer une école professionnelle.

Les travaux commencent en 1933, l'école Hôtelière de Paris voit le jour en 1935 et devient la première école en France construite sur l'initiative de la profession.

Au fil des années, l'Ecole Hôtelière de Paris développera l'ensemble des formations du domaine de l'hôtellerie et de la restauration, l'APHRL modernisera les équipements et donnera à l'école une renommée internationale.

Afin de s'adapter aux évolutions de l'enseignement professionnel, l'APHRL crée en 1977 le CFA Médéric, centre de formation par la voie de l'apprentissage.

En 2002, une convention tripartite est signée avec le Conseil Régional et le Ministère de l'Education Nationale modifiant le statut de l'Ecole Hôtelière de Paris (dont la gestion était assurée par l'APHRL), en deux entités distinctes ayant chacune leur propre gestion : le CFA Médéric, centre de formation d'apprentis qui dispense des formations dans le cadre de l'alternance et le lycée technique hôtelier Jean Drouant, établissement public dépendant de l'Education Nationale qui dispense des formations dans le cadre scolaire.

Le projet porté par l'APHRL consiste à créer une nouvelle école d'excellence de l'apprentissage d'envergure régionale, nationale et internationale. Cette école, au service de des professionnels, privilégiera l'enseignement pratique, la mise en situation en développant un restaurant d'application, en créant un hôtel d'application unique en France et en multipliant les réceptions pour les élèves traiteurs organisateurs de réceptions. Cette école sera aussi une école de demain, une école numérique, avec des enseignants chefs d'un réseau d'apprentissage, une école s'inscrivant dans un projet sociétal, durable et responsable en intégrant des apprentis en situation de handicap et des personnes en reconversion.

Elle sera également respectueuse de l'environnement grâce à un apprentissage calé sur le rythme des saisons, sur l'utilisation majoritaire de matières premières brutes issues des circuits courts, ou du potager, sur la gestion des bio déchets et le souci de lutter contre le gaspillage.

Ce projet consiste à rénover et restructurer environ 10 000 m² comportant des zones consacrées à l'enseignement technique en hôtellerie/restauration (laboratoires de cuisine, pâtisserie, analyse sensorielle...), des zones consacrées à l'enseignement général (salles de classe, amphi...), des zones de vie périscolaire pour les apprentis (foyer, cour extérieure, self...), des zones d'apprentissage en situation réelle recevant du public extérieur (salle de réception, restaurant d'application et vente à emporter, hôtel pédagogique).

Cet investissement représente un montant total de 28 M€ TTC avec une prise en charge de la Région à hauteur de 7 M€.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires et frais d'études	3 400 000,00	12,14%
Gros œuvre	4 500 000,00	16,07%
Second œuvre	4 000 000,00	14,29%
Travaux électricité	2 500 000,00	8,93%
Travaux plomberie/ventilation	2 300 000,00	8,21%
Travaux serrurerie	1 000 000,00	3,57%
Ascenseurs et monte-charge	700 000,00	2,50%
Laboratoires pédagogiques	4 300 000,00	15,36%
Aménagements restaurants et hôtel d'application	5 300 000,00	18,93%
Total	28 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OF-CFA : fonds propres	7 000 000,00	25,00%
OF-CFA : emprunt	7 000 000,00	25,00%
Subvention région Île-de-France	7 000 000,00	25,00%
Autres cofinancements	7 000 000,00	25,00%
Total	28 000 000,00	100,00%

**Annexe 2 : Fiche-projet Association Nouvelles
Ecritures - Actions expérimentales et formation
professionnelle**

DOSSIER N° 22002302 - Formation longue Nouvelles Ecritures

Dispositif : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 931-112-65738-111006-400

Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	302 763,00 € TTC	55,39 %	167 700,00 €
Montant total de la subvention			167 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOUVELLES ECRITURES
Adresse administrative : 10 12 RUE MAURICE GRIMAUD
750018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE MOUGIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Recrutement des bénéficiaires

Description :

L'objectif du projet « Formation longue Nouvelles Ecritures » est d'accompagner 12 élèves par an vers la création de leur concept de série. Chaque élève bénéficie de plus de 1 075 heures de formation et d'accompagnement par an. La formation évolue tout au long de l'année, et se phase en 3 trimestres. Les cours encadrés par des intervenants sont plus nombreux au début (à raison de 35 heures par semaine). Il est à noter que chaque mois de formation comprend un temps de travail d'écriture en autonomie.

La formation, théorique et pratique, s'appuie sur la pédagogie de projet et s'articule en trois axes :

- 1- L'écriture de série : chaque élève est amené à développer son propre concept de série au cours des neuf mois de formation avec une séance d'évaluation devant des professionnels en juin.
- 2- L'immersion professionnelle : entre mars et avril, chaque élève sera accueilli en stage pendant 6 semaines au sein des sociétés de production ou de diffuseurs partenaires.
- 3- L'apprentissage et employabilité : connaissances, culture, générale, savoir-faire, savoir-être.

Les publics visés sont issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et le site de réalisation de la formation est situé dans le 18ème arrondissement, au cœur d'un QPV de la Ville de Paris. Aucun niveau de diplôme n'est requis pour accéder à la formation. De manière générale, les élèves de Nouvelles Ecritures ont une expérience autodidacte de l'écriture de scénarios ou de la réalisation.

A l'issue de la formation, l'association Nouvelles Ecritures accompagnent les élèves pendant une durée de minimum 12 mois pour leur insertion professionnelle.

Dans le cadre du projet, l'association Nouvelles Ecritures sollicite une diversité de partenaires : Ministère de la Culture, Groupe ELEPHANT, Groupe COMBAT, Séries Mania, Disney+, Vivendi Create Joy, Groupe France TV et le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	198 480,00	65,56%
Frais administratifs (amortissement fournitures administratifs)	8 038,80	2,66%
Services extérieurs (locations mobilières et immobilières, réparation et entretien, assurances, documentations et divers)	12 840,00	4,24%
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires, honoraires formateur ext, publicité, com et publications, missions, réceptions, frais postaux et télécommunications)	82 094,40	27,12%
Divers	1 309,80	0,43%
Total	302 763,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	167 700,00	55,39%
Partenaires privés (Elephant, Disney +)	127 000,00	41,95%
Taxe d'apprentissage	8 063,00	2,66%
Total	302 763,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation.